European Journal of Turkish Studies

Social Sciences on Contemporary Turkey

15 | 2012

Les fabriques coercitives du politique

Violences et mobilisations : les fabriques coercitives du politique

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/4747>

DOI : 10.4000/ejts.4747

ISSN : 1773-0546

Éditeur

EJTS

Référence électronique

« Violences et mobilisations : les fabriques coercitives du politique », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 15 | 2012, mis en ligne le 26 juin 2013, consulté le 16 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/4747> ; DOI : 10.4000/ejts.4747

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2020.

© Some rights reserved / Creative Commons license

Violences et mobilisations : les fabriques coercitives du politique

- 1 La répression à la fois policière et judiciaire des protestations intervenues en Turquie au printemps 2013 – d’abord autour de la défense du parc de Gezi à Istanbul, avant de s’élargir à des revendications plus larges – repose avec acuité la question des effets de la répression, policière mais aussi judiciaire, sur la production du politique. L’encadrement administratif et la répression policière des manifestations de rue, des défilés pétitionnaires, des processions rituelles ou des grèves, l’expérience carcérale, voire le recours à la coercition physique et à l’usage de la torture, ou encore les formes concrètes de la régulation économique, financière et sociale se traduisent par une série d’effets sur les modalités d’entrée en militantisme. Comment évaluer ces effets ?
- 2 L’étude sociologique et historique des mobilisations collectives s’est intéressée ces dernières années à cette question. Un survol des travaux existants oblige à faire le constat de résultats divergents – notamment liés aux approches théoriques adoptées¹. Schématiquement, la plus grande probabilité d’une arrestation, d’un emprisonnement et d’un suivi administratif ‘spécialisé’, préjudiciables à la poursuite d’activités professionnelles – voire prélude à une ostracisation sociale –, provoquent une forte hausse du coût et des risques de la participation aux activités militantes (voir notamment McAdam 2005 ; Fillieule, Bennani-Chraïbi 2003). Ce faisant, la répression peut diminuer le nombre de participants potentiels ; ainsi, l’analyse en termes de mobilisation des ressources considère que la répression est avant tout dissuasive. Cependant, pour d’autres, en particulier pour les tenants de la théorie de la frustration, elle tend plutôt à radicaliser les contestataires, que ce soit en raison de la provocation de ‘chocs moraux’ ou de la production de mobilisations émotionnelles ; en outre, en diminuant le nombre de participants potentiels, la répression affermit les militants ‘résistants’ en opérant la délimitation d’un groupe de ‘durs’ et en faisant bénéficier ses membres d’un surcroît de gratifications symboliques. Afin de sortir de cette contradiction, Opp et Roehl suggèrent de formuler la question autrement, pour mieux discerner quels effets sont observés – donc en spécifiant les relations – et sous quelles conditions – en les contextualisant (Opp et Roehl 1990 : 523, cité par Combes et Fillieule 2011 : 1051-2).

- 3 C'est cette recommandation 'qualitativiste' que suit ce numéro. Bien loin d'une approche causale et structuraliste, la perspective ici adoptée accorde une large place aux contextes, aux trajectoires. Chaque contribution s'attache ainsi à spécifier la 'répression', ainsi que les échelles temporelles (court, moyen, long terme) invoquées. Par l'étude détaillée d'une série de cas appartenant à des périodes et des aires distinctes, le pari ici adopté est d'interroger ces phénomènes de manière conjointe aussi bien en situation dite 'autoritaire' qu'en situation dite 'démocratique', c'est-à-dire de ne pas postuler une différence intrinsèque des effets de la répression dans ces deux types de contexte.
- 4 Ce numéro est issu d'un colloque international organisé par Jean-François Bayart, Romain Bertrand, Béatrice Hibou et Ayşen Uysal fin 2007 à l'Université de Galatasaray, en collaboration avec l'IFEA et le FASOPO/REASOPO, et avec le soutien financier de ce dernier². Cela explique que la Turquie soit au centre de l'analyse. Mais la démarche adoptée est de traiter de manière comparative, d'autres cas – en l'occurrence, la France et l'Afrique du Sud.
- 5 Les articles rassemblés ici, en privilégiant des études de cas approfondies et précises, se démarquent également d'une approche macrosociologique. Suivant en cela les recommandations de Combes et Fillieule (2011), ce numéro propose de placer la focale de l'analyse à l'échelle méso des organisations militantes, mais aussi à l'échelle micro des individus et de leurs carrières militantes. Un autre pari adopté est d'élargir le regard : alors que la majorité des études se sont intéressées aux effets de la répression sur l'activité protestataire, l'objectif de ce numéro est d'en cerner les effets sur les modalités de l'action militante et sur la production du politique au sens plus large. Il s'agit de penser la répression des mobilisations collectives sous la rubrique de ses 'effets productifs', et ce faisant s'interroger sur les fabriques coercitives du politique. Sont ainsi intégrés, pour rendre l'analyse plus 'épaisse', les répertoires d'action et les modes de faire des protestataires, en relation et en interaction dynamique avec ceux des autorités.
- 6 Trois grands axes de réflexion structurent ce numéro. D'une part, il s'agit de s'intéresser à l'effet de formes spécifiques de répression (criminalisation judiciaire de la dissidence politique, traitement policier spécialisé du militantisme politique, harcèlement administratif, coup d'État, torture) sur les trajectoires de démobilisation, mais aussi de remobilisation militantes. Deux articles tendent à nuancer l'appréhension des effets de la répression en termes de désengagement ou de radicalisation. Ainsi, Élise Massicard analyse un type de trajectoire militante post-répression dont l'originalité est le caractère 'médian' : le réengagement, mais pour d'autres causes et sous d'autres formes, moins contestataires. Cet article replace l'épisode répressif accompagnant le coup d'État de 1980 dans les carrières d'anciens militants de gauche devenus cadres alévistes. Ce faisant, il se positionne dans la continuité des travaux sur les trajectoires militantes qui prennent en compte les contraintes pesant sur l'engagement et son évolution ainsi que les transformations de l'offre d'engagement. En effet, la répression de 1980 a eu des conséquences à la fois sur les individus et sur l'offre politique et les conditions de militance. L'article rend compte des évolutions observées en les rapportant à la fois à des trajectoires individuelles, faites d'accumulation et de reconversion de ressources, et à des contextes plus généraux de transformation des formes de mobilisation et des contraintes de l'action collective parallèles aux changements de l'offre politique. L'article montre comment des engagements réprimés

peuvent resurgir après un épisode répressif, mais sous d'autres modes, tout en générant de multiples formes de reconversion des ressources – militantes ou non – précédemment acquises. La carrière-type étudiée permet de cerner certains 'effets productifs' de la répression sur les modalités de l'action militante. Ainsi, si le réengagement a été possible dans les cas étudiés, c'est car la répression n'a pas remis en cause la carrière professionnelle ni l'accumulation de ressources des individus. En outre, les ressources, surtout culturelles, qu'ils ont accumulées, leur conférant une place de choix dans des groupes sociaux autres que militants (leur village, leur milieu professionnel) semble avoir facilité des engagements non politiques, souvent 'malgré eux' – au moins au début. Ils y ont ensuite actualisé et reconverti des valeurs et des savoir-faire acquis durant leurs premiers engagements réprimés. C'est ainsi qu'ils ont contribué à faire des usages politisés d'organisations qui ne l'étaient pas.

- 7 Dans un article présenté à cette conférence et publié précédemment dans l'EJTS, Gilles Dorronsoro montre que la répression pouvait produire à la fois démobilisation et radicalisation. Il y qualifie la torture, communément utilisée en Turquie dans les années 1980 et 1990 contre les militants, de 'discrète', dans la mesure où elle était appliquée sans détention de longue durée. Loin d'être destiné à obtenir de l'information ou à normaliser les individus, ce type de torture s'inscrit dans un système de répression étatique visant à démobiliser la société. Dans la plupart des cas, cette torture a en effet laissé des individus non engagés. Dans certains cas cependant, elle a conduit à une dynamique de radicalisation qui, dans des zones comme les provinces à majorité kurde du sud-est de la Turquie, a pu contribuer à des dynamiques de mobilisation.
- 8 Le second axe du numéro s'intéresse aux interactions et transformations réciproques des 'agents répressifs' et des 'agents protestataires', en s'interrogeant sur l'imbrication de temporalités différentes de court, de moyen et de long terme. Cette perspective interactionniste permet de souligner que la coercition s'exerce rarement à sens unique et de s'interroger sur les effets de rétroaction ainsi que sur leur historicité. On traite ici en particulier des effets de la répression sur l'organisation et le fonctionnement des appareils administratifs ou judiciaires ; de l'émergence d'alliances transversales entre segments des appareils administratifs et segments de mouvements protestataires ; de pratiques de cooptation de militants dans l'appareil administratif ou comme auxiliaires officiels ou officieux de services de sécurité.
- 9 Dans cette perspective, l'article de Dicle Koğacioğlu (publié à titre posthume, avec le concours de Tuğçe Ellialtı et Seda Kalem) traite des usages du droit durant l'état d'exception consécutif au coup d'État de 1980, à partir des autobiographies des professionnels du droit (juges et avocats). Il s'attache à analyser la légalité de l'établissement, des modes opératoires et des usages quotidiens du régime d'exception consécutif au coup d'État. Il analyse cette légalité non en termes d'entraves à la démocratisation ou aux droits de l'homme, mais de normalisation d'un champ juridique d'exception fondé sur et utilisé dans la cadre d'une 'légalité d'exception'. Il analyse, à travers leurs usages, la manière dont certains professionnels du droit se sont opposés à une telle légalité alors que d'autres l'ont observée passivement, en soulignant les contradictions mais aussi les pratiques et représentations communes à ces deux groupes. Il permet de comprendre les zones de consensus mais aussi la concurrence entre professionnels qui, en faisant usage de ce droit, reproduisaient cette légalité. Il souligne également des formes de continuité entre cette légalité d'exception et la

période qui lui succède, au niveau des idées, mais aussi des pratiques observables dans le champ juridique.

- 10 Dans une perspective similaire, Laurent Fourchard analyse un autre cas d'interactions entre agents répressifs et agents protestataires à partir des mobilisations populaires contre le gangstérisme en Afrique du Sud. Il retrace les trajectoires de ces organisations de lutte contre la criminalité et leur rapport ambivalent à l'institution policière – de la coopération à la répression – avant, pendant et après la période d'apartheid. Son étude fouillée laisse entrevoir des cycles de coopération-répression, qui s'inscrivent en faux contre un récit historique qui verrait une police de l'apartheid politisée, militarisée, répressive et hostile aux populations non blanches laisser progressivement la place depuis la fin de l'apartheid en 1994 une police moins répressive, moins politisée, plus coopérative avec les populations 'historiquement défavorisées'. En outre, l'article rend compte de la violence interne observable dans ces organisations qui participent sur la longue durée à la production d'un ordre social coercitif, mis en place par les parents et aînés principalement contre la jeunesse, perçue comme dangereuse ou en danger. En produisant une communauté morale en lutte contre les désordres sociaux des townships, ces volontaires luttent *in fine* moins contre la violence réelle des gangsters et dealers qu'ils ne reproduisent une fracture générationnelle héritée de la période de l'apartheid.
- 11 Un dernier axe de réflexion est consacré au maintien de l'ordre et au rôle spécifique de l'action de la police dans la détermination du contexte des mobilisations collectives. Il s'attache plus spécifiquement aux défilés de rue, qui constituent un objet privilégié de l'étude des interactions et des transformations réciproques entre 'agents répressifs' et 'agents protestataires'. Comme l'a souligné Olivier Fillieule (1997 : 247), c'est la dynamique des interactions entre forces de l'ordre et manifestants qu'il s'agit de saisir pour comprendre comment et pourquoi un épisode contestataire bascule ou non dans la violence. Rappelons brièvement l'état de la recherche en ce domaine, concernant le maintien de l'ordre dans les démocraties occidentales : l'apprentissage mutuel des savoir-faire policiers et des savoir-faire militants, qui culmine dans la 'routinisation' administrative du défilé, a fréquemment pour conséquence une bureaucratisation accrue de l'activité militante. Du côté du maintien de l'ordre, on passe ainsi à un système de gestion de l'ordre public caractérisé par la négociation entre les parties, et la prévision par les autorités. Selon cette lecture, la routinisation et la prévisibilité accrue des échanges entre policiers et manifestants contribue également à la diminution de la répression (Combes et Fillieule 2011 : 1052-1053).
- 12 Dans un article récent qui a fait partie de cette réflexion collective, Lilian Mathieu (2013) revient sur l'une des étapes de ce processus de pacification relative en examinant les pratiques du maintien de l'ordre en mai-juin 1968, à la fois dans ses adaptations au fil des évolutions de la mobilisation, et dans ses redéfinitions consécutives. Les forces de l'ordre disposaient à la fois d'une organisation poussée et d'une expérience solide en matière d'encadrement des protestations de rue (en particulier imprégnées de l'expérience encore récente de la guerre d'Algérie), au sein desquelles la violence était loin d'être exceptionnelle. Mai 68 a été pour les forces de l'ordre une épreuve les obligeant à redéfinir et à adapter leurs missions à plus long terme, notamment en renforçant le renseignement mais aussi la stratégie défensive de mise à distance et de neutralisation des adversaires dans une volonté d'évitement et de retardement du recours à la force.

- 13 Il semble que cette lecture puisse s'appliquer en partie au cas turc. Comme l'a souligné Ayşen Uysal dans ses travaux sur la gestion par les autorités des manifestations de rue en Turquie, la grande majorité des défilés est le fait de quelques organisations, en particulier de syndicats (Uysal 2006 et 2007). On a pu constater par exemple, durant les protestations autour du parc Gezi à Istanbul, comment certains cortèges syndicaux mais aussi de supporters d'équipes de football, aguerris aux pratiques manifestantes, avaient pu gérer en collaboration avec les forces de l'ordre le déroulement de défilés, ce qui n'était pas le cas de tous les groupes en présence, et en particulier d'individus non encadrés par des organisations. À l'innovation des formes de protestation et des répertoires d'action (occupation du parc), mais aussi à la descente dans la rue d'individus non familiers des pratiques protestataires ou des pratiques policières et non encadrés par des organisations, a répondu une répression policière d'une violence accrue.
- 14 On le voit, cette dynamique de pacification relative, dépendant de la négociation entre police et manifestants, reste fragile, comme en témoignent par ailleurs les nombreuses 'ruptures de négociation'. En effet, les transformations du maintien de l'ordre sont contingentes puisque d'abord impulsées par les modifications des stratégies manifestantes et politiques, ce qu'illustre bien la manière dont les États ont cherché à adapter leur doctrine (Combes et Fillieule 2011 : 1053). L'article de Fabien Jobard dans ce numéro mène ce point jusqu'à son terme, puisqu'il s'attache, sur une temporalité très courte, à examiner la dynamique de désordre et de restauration de l'ordre qui s'est jouée entre deux manifestations à Paris, respectivement les 23 et 28 mars 2006, lors des manifestations contre un projet de réforme du régime juridique du travail des jeunes (par le dispositif dit 'Contrat première embauche', CPE). Le 23 mars, la police s'est retenue d'employer la force, et la manifestation a donné lieu à des scènes d'extrêmes violences internes aux groupes protestataires. Cela ne peut s'expliquer par un manque de compétences ou d'organisation. En effet, moins d'une semaine plus tard, les mêmes forces de l'ordre paraissaient avoir acquis une maîtrise parfaite du cours de la manifestation. L'article vise à comprendre l'économie politique de l'usage de la force policière : les coûts et bénéfices politiques de l'usage ou de la retenue de la force, mais aussi la structuration politique de la société qui rend possible ou empêche la coercition policière. Cet article réinscrit ainsi de plain-pied le maintien de l'ordre dans un ordre politique lui-même mouvant, mettant en lumière en retour les 'fabriques politiques de la coercition', mais aussi de l'absence de coercition.

BIBLIOGRAPHIE

Combes, Hélène et Fillieule, Olivier (2011) 'De la répression considérée dans ses rapports avec l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques', *Revue française de science politique*, 61 (6), pp. 1047-1072.

- Dorronsoro, Gilles (2008) 'La torture discrète : capital social, radicalisation et désengagement militant dans un régime sécuritaire', *European Journal of Turkish Studies*, 8. URL : <http://ejts.revues.org/2223> (accès le 18 juin 2013).
- McAdam, Doug (2005) 'Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant', in O. Fillieule (dir.), *Le Désengagement militant*, Paris, Belin, pp. 49-74.
- Fillieule, Olivier (1997), *Stratégies de la rue*, Paris, Presses de Sciences-po.
- Fillieule, Olivier et Bennani-Chraïbi, Mounia (2003) 'Exit, voice, loyalty... et bien d'autres choses encore', in M. Bennani-Chraïbi et O. Fillieule (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 75-90.
- Mathieu, Lilian (2013) 'L'autre côté de la barricade : perceptions et pratiques policières en mai et juin 1968', *Revue historique*, 665, pp. 145-172.
- Opp, Karl-Dieter et Roehl, Wolfgang (1990) 'Repression, micromobilization, and political protest', *Social Forces*, 69 (2), pp. 521-548.
- Uysal, Aysen (2006), 'Maintien de l'ordre et répression policière en Turquie', in D. Della Porta D. et O. Fillieule (dir.), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Uysal, Ayşen (2007) 'Configuration des manifestations dans les rues turques', *Les Cahiers de l'Orient*, 86, pp. 73-75.

NOTES

1. Pour une discussion détaillée sur les relations entre mobilisations protestataires et répression, voir Combes et Fillieule 2011.
2. La publication des actes du colloque ayant subi plusieurs contretemps, certaines contributions ont été publiées ailleurs depuis lors (Dorronsoro 2008 ; Combes et Fillieule 2011 ; Matthieu 2013). Nous renvoyons à certains de ces textes dans cette introduction, dans la mesure où ils entrent en résonnance avec ceux du présent numéro.